

RAPPORT N° 2024/1-04
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 Février 2024

OBJET: PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RESEAU DE REFOULEMENT DU PR ANGO – COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE

Dans le cadre de la continuité des efforts déployés pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de son territoire, la CINOR s'est engagée dans une programmation pluriannuelle de travaux avec pour objectif la réhabilitation des ouvrages publics d'assainissement des eaux usées qui, de part leurs caractéristiques, leur localisation et leur vétusté génèrent des nuisances récurrentes.

La présente opération vise à renouveler la conduite de refoulement de la station de pompage dit « Ango », en charge du transport des eaux usées collectées dans les quartiers Commune Carron, Commune Ango, Deux Rives et Quartier Français vers le quartier de la Marine avant d'être acheminées vers la station d'épuration des Trois Frères.

Ces dernières années, plusieurs effondrements ont été observés sur ce réseau âgé de plus 30 ans. Les casses répétées entraînent des déversements récurrents des eaux usées dans le milieu naturel.

Les travaux consisteront notamment en :

- des fouilles en tranchées et pose de collecteur principal DN 200 mm en fonte ;
- la réalisation des revêtements de chaussées définitifs, sur tranchées, en enrobés à chaud ;
- la signalisation et pré-signalisation du chantier ;
- les opérations de réception et de vérification des réseaux neufs ;
- la gestion, l'évacuation, la valorisation des déchets conformément à la réglementation en vigueur.

L'enveloppe affectée à l'opération d'assainissement s'élève à **1 497 655,00 € HT**.

Cette opération est éligible aux aides financières allouées aux collectivités par l'Office de l'eau de la Réunion (*OLE – 30% des dépenses éligibles*). En outre, l'opération pourrait prétendre à une participation financière de l'Etat via le FEI (Fonds Exceptionnel d'Investissement).

La CINOR souhaite solliciter auprès de ces organismes des subventions selon le plan de financement ci-dessous :

	Participation Office de l'eau		FEI	CINOR
Montant prévisionnel de l'opération € HT	Dépense éligible € HT	Subvention (30% de la dépense éligible) €	Subvention estimée sur montant prévisionnel total HT	Participation
1 497 655,00 €	716 000,00 €	214 800,00 €	983 324,00 €	299 531,00 €
100%		14,34%	65,66%	20,00%

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour les travaux de renouvellement du réseau de refoulement du PR ANGO – Commune de Sainte Suzanne,
- autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'office de l'Eau de la Réunion, d'une subvention d'un montant de **214 800,00 €** sur la base du montage financier précédent,
- autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'Etat, d'une subvention d'un montant de **983 324,00 €** sur la base du montage financier précédent,
- approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, **299 531,00 € H.T**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240213-BC-2024-1-04-DE
Date de transmission : 22/02/2024
Date de réception en préfecture : 22/02/2024
Le Président
Maurice GIRONCE
Communauté
intercommunale
du Nord
de la Réunion
Département de la Réunion

**DECISION N°2024/1-04
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 Février 2024**

OBJET

PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RESEAU DE REFOULEMENT DU PR ANGO – COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, Veolia eau ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2024/1-04 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-BC2024-1-04-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement suivant pour les travaux de renouvellement du réseau de refoulement du PR Ango – Commune de Sainte Suzanne,

	Participation Office de l'eau		FEI	CINOR
Montant prévisionnel de l'opération € HT	Dépense éligible € HT	Subvention (30% de la dépense éligible) €	Subvention estimée sur montant prévisionnel total HT	Participation
1 497 655,00 €	716 000,00 €	214 800,00 €	983 324,00 €	299 531,00 €
100%		14,34%	65,66%	20,00%

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'office de l'Eau de la Réunion, une subvention d'un montant **214 800,00 €** sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'Etat, une subvention d'un montant **983 324,00 €** sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 4

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, soit **299 531,00 € H.T**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 14
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **22 FEV 2024**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-BC2024-1-04-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024